

"La dette publique pourrait atteindre jusqu'à 200%"

L'Echo – Simon Souris - 03 février 2020

Extraits. Article complet pour les lecteurs inscrits gratuitement à L'Echo.

<https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/economie/la-dette-publique-pourrait-atteindre-jusqu-a-200/10205232.html>

Sans économie supplémentaire, la dette publique belge pourrait atteindre 200% du PIB d'ici 2060 en raison du vieillissement de la population met en garde l'OCDE.

Petite tape d'encouragement dans le dos à l'élève Belgique de la part de l'OCDE dans son bulletin bi-annuel. Dans le cadre de la présentation de l'étude économique mouture 2019, le secrétaire général **Ángel Gurría a salué ce lundi les efforts mis en œuvre jusqu'ici** et qui ont débouché sur des performances enviables au niveau d'indicateurs importants comme le bien-être, l'espérance de vie, le taux de chômage, la sécurité d'emploi, le PIB...

Pour autant, après les bonnes nouvelles, restait à aborder les défis. Car *"les temps difficiles qui nous attendent laissent peu de temps à la complaisance"* – croissance faiblarde à la clé –, a embrayé l'économiste mexicain. Et l'organisation internationale d'appuyer, dans son rapport de 123 pages, les points faibles de **recommandations claires**. Sur trois axes principaux.

Finances publiques

Tout d'abord, le pays doit en faire plus pour **accroître la résilience de ses finances publiques**. En travaillant à la reconstruction d'un tampon de sécurité notamment. Alors, oui, une certaine capacité à abaisser la dette, passée de près de 108% de PIB en début de législature précédente à moins de 100% aujourd'hui, est à souligner. Mais **le niveau d'endettement reste élevé** par rapport à la moyenne européenne.

Cela nécessitera une **analyse** de la composition et de l'efficacité **des dépenses** à l'avenir, **afin de dégager une marge** pour faire face à

d'éventuels chocs extérieurs (Brexit, guerre commerciale,...). Ce qui pourrait passer par une **réflexion sur les pensions**. Si rien n'est fait et selon le scénario le plus alarmiste, celles-ci pousseront la dette à 200% du PIB d'ici 2060 suite au vieillissement de sa population, quand d'autres pays, comme le Japon par exemple, ont déjà accusé le coup.

L'OCDE évoque ici, en sus d'un **alignement entre secteurs privés et publics** qui doit être poursuivi, l'idée d'un **système à points**. "*Une priorité*", qui, **en échange**, devrait s'accompagner d'une "*réduction du nombre requis d'années de carrière en vue de recevoir une pension minimum*".

Au passage, l'idée d'**harmoniser les régimes TVA** est aussi évoquée par l'organisation internationale, car les exceptions font perdre des revenus au Trésor – de l'ordre de 2,2% de PIB en 2017 – et contribuent "*à la faible efficacité du prélèvement*".

Marché du travail

Ensuite, la Belgique doit travailler à améliorer ses résultats sur le **marché du travail**, "*un point clé*". Et de citer un taux d'emploi en hausse, certes, mais qui reste toujours sous la moyenne de l'UE (et de l'OCDE). Phénomène d'autant plus marqué dans les poches spécifiques que constituent les jeunes, les personnes âgées, les femmes, et les migrants... Il faudra réfléchir, selon l'OCDE, à peut-être **revoir le design d'un système** qui apporte en réalité un bon soutien en cas de chômage, mais **pourrait décourager la recherche d'emploi**.

En effet, à 49% du total, **le taux de chômeurs de longue durée** (plus d'un an sans emploi) **est élevé**. Le passage de l'indemnisation forfaitaire à un **calcul des indemnités en fonction des ressources** pourrait constituer un levier de remise à l'emploi, souligne l'OCDE. De même que l'introduction d'**incentives à destination des bas salaires**, sur le modèle, par exemple, de la prime d'activité en France (qui complète le revenu des salariés aux salaires modestes). Pour le reste, face à un apprentissage permanent à la traîne, il faudra envisager d'accélérer le mouvement, afin de pallier aux pénuries de talents au niveau digital notamment.

Gains de productivité

Enfin, la recherche de **gains de productivité** a été mise en avant par le secrétaire général. S'ils sont élevés dans le pays, ils enregistrent une **tendance de quasi-stagnation** (+0,4%) ces derniers temps, alors

qu'ils croissaient encore légèrement (+2%) dans les années 90. La faute à un **manque de compétitivité**, dicit l'OCDE, et à un **soutien public à la R&D peut-être inefficace**, mais aussi à une **congestion patente de nos routes**.

Pour y remédier, pourquoi ne pas introduire des **taxes kilométriques "autour de Bruxelles et Anvers"**, **"abolir le régime favorable des voitures de sociétés** ou **accroître les alternatives"**. Ou encore instaurer une **taxe carbone** pour les secteurs non soumis au système d'échange de quotas d'émission de l'UE (qui limite les émissions des installations grandes consommatrices d'énergie et des compagnies aériennes et couvre environ 45 % des émissions de CO₂ de l'UE) et l'élaboration de mesures d'accompagnement à court terme pour les ménages pauvres, les plus touchés.